

# Conseil de Circonscription

Samedi 13 Mars 2021 de 10h00 à 12h00

# Agenda du Conseil de Circonscription

---

## Echanges concernant le projet de loi Climat et Résilience

Action écologique du gouvernement depuis 2017  
La Convention citoyenne pour le climat  
Projet de loi et devenir des propositions CCC  
Mes amendements



✦ **Participants :**

## Echanges autour de l'actualité

# L'action écologique du gouvernement depuis 2017

## Objectifs

- ✓ Atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés dans la **Stratégie Nationale Bas Carbone**
  - 33% pour les activités de production d'énergie
  - 35% pour les activités industrielles
- ✓ L'objectif **de réduction de 40% des émissions de GES** à horizon 2030
- ✓ En décembre 2019, la Commission européenne a dévoilé son **Pacte vert pour l'Europe** : plan visant à rendre l'Europe climatiquement neutre d'ici 2050
- ✓ Cet objectif sera atteint par le biais de la **Loi européenne sur le climat** qui ancre la neutralité climatique dans la législation contraignante de l'UE



# L'action écologique du gouvernement depuis 2017

## L'écologie est une priorité du Gouvernement

- ✓ Depuis 2017, le **Gouvernement et la majorité luttent contre le réchauffement climatique**
- ✓ Nous avons **innové dans nos modes de gouvernance** : le **conseil de défense écologique** pour mener le combat du climat à l'échelle de toutes les politiques de l'État
- ✓ La France est le 1<sup>er</sup> pays d'Europe à adopter un **budget vert** : c'est une vraie révolution dans la gestion de nos deniers publics
- ✓ Finalement, **c'est le quotidien des Français qui a été transformé** dans le sens de comportements plus respectueux de l'environnement, avec différentes lois emblématiques du quinquennat

✦ **Loi hydrocarbures (2017)**  
**Loi énergie-climat (2019)**

✦ **Loi Egalim (2018)**

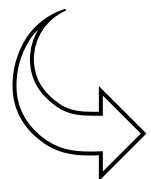
✦ **Loi d'orientation des mobilités (2019)**

✦ **Loi anti-gaspillage (2020)**

# La Convention Citoyenne pour le Climat

## Un exercice démocratique inédit

- ✓ Annoncée à l'issue du **Grand Débat national**, la Convention citoyenne pour le climat a réuni **150 Français tirés au sort**
- ✓ Ces citoyens avaient pour mission de **proposer une série de mesures en faveur de l'environnement** et de la transition énergétique
- ✓ Il s'agit d'un **processus de démocratie participative** et d'une **méthode de co-construction législative inédits**

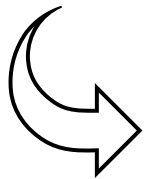


**Après 9 mois de travaux, la Convention citoyenne pour le climat a présenté 149 mesures**

# La Convention Citoyenne pour le Climat

## L'avenir des mesures proposées - Projet de loi « Climat et Résilience »

- ✓ Le projet de loi doit donc **s'appréhender dans une dynamique d'ensemble, en complément des nombreux textes déjà votés** depuis le début de la Législature
- ✓ Mais aussi avec le **projet de loi constitutionnelle** visant à compléter l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution, en cours d'examen.



**Le projet de loi « Climat et Résilience » que l'Assemblée nationale examine en ce moment et qui va vous être présenté, reprend **40% des propositions de la Convention****

*D'autres dispositions sont mises en œuvre pour tenir compte de l'ensemble des propositions de la CCC*

# Présentation du Projet de loi Climat et Résilience

- ✓ Une loi pour faire **entrer l'écologie dans le quotidien des Français**
- ✓ Une loi **unique au monde**, avec une ambition forte : la crise actuelle ne doit pas nous freiner dans notre volonté de prendre des mesures importantes
- ✓ Une **Commission spéciale** a été créée à l'Assemblée nationale pour examiner le texte: en cours, 5200 amendements déposés
- ✓ 3 semaines de débat en première lecture en hémicycle à partir du 29 mars



**Avec l'ensemble des mesures prises pendant le quinquennat,  
nous allons tendre vers la réussite des objectifs écologiques de la France pour 2030**

# Présentation du Projet de loi Climat et Résilience

## Les principaux axes du Projet de loi



### CONSOMMER

**La transition écologique passe par une transformation de notre façon de consommer :**

- Informer, former et sensibiliser
- Encadrer et réguler la publicité
- Accélérer le développement de la vente en vrac et de la consigne du verre



### PRODUIRE ET TRAVAILLER

**Produire et Travailler mieux, de manière responsable en concevant des produits durables, réparables et en privilégiant une production locale et les circuits courts.**

- Verdir l'économie
- Adapter l'emploi à la transition écologique
- Protéger les écosystèmes et la biodiversité
- Favoriser des énergies renouvelables



### SE DÉPLACER

**Les transports représentent 31% des émissions nationales des gaz à effet de serre, dont 16% pour les voitures :**

- Promouvoir les alternatives à la voiture individuelle et la transition vers un parc de véhicules plus respectueux de l'environnement
- Améliorer le transport routier de marchandises et réduire ses émissions
- limiter les émissions du transport aérien et favoriser l'intermodalité



# Présentation du Projet de loi Climat et Résilience

## Les principaux axes du Projet de loi



### SE NOURRIR

**Soutenir une alimentation saine et durable peu émettrice de gaz à effet de serre pour tous**

- Expérimentation d'un choix végétarien quotidien dans la restauration collective publique
- Développer l'agroécologie



### SE LOGER

**Le parc immobilier français émettant 16% des gaz à effet de serre en France**

- Rénover les bâtiments
- Diminuer la consommation d'énergie
- Lutter contre l'artificialisation des sols en adaptant les règles d'urbanisme
- Lutter contre l'artificialisation des sols pour la protection des écosystèmes
- Adapter les territoires aux effets du dérèglement climatique



### RENFORCER LA PROTECTION JUDICIAIRE

- Renforcer les sanctions pénales contre la mise en danger de l'environnement
- Mettre en place un délit général de pollution délibérée de l'air et des eaux, un délit de pollution par abandon de déchets et définir le délit d'écocide
- Prévoir que le délit de pollution puisse faire l'objet d'une condamnation par le tribunal de procéder à la restauration du milieu naturel

# Devenir des 149 propositions de la Convention Citoyenne

	Plan France Relance	Dispositions réglementaires	PJL Climat	Union Européenne
<b>Consommer</b>	Affichage GES Taxe ordures ménagères		<i>Eco-score</i> <i>Education</i>	
<b>Produire et Travailler</b>	Interdiction obsolescence programmée	Conditions aides publiques	<i>Pièces détachées</i> <i>Marchés publics</i>	Ajustement carbone aux frontières
<b>Se loger</b>	Aides à la rénovation	Interdiction chaudières fioul & charbon	<i>Lutte passoires thermiques</i> <i>Lutte artificialisation sol</i>	
<b>Se déplacer</b>	Fond vélo Forfait mobilité durable	Nouvelles modalités organisation du travail	<i>Zone Faible Emission</i>	Ecocontribution UE Limite GES navires
<b>Se nourrir</b>	Chèques alimentaires	Observatoire Restauration Collective	<i>Menus végétariens</i>	Impact Politique Agricole Commune Aides à actif agricole
<b>Renforcer protection judiciaire</b>			<i>Délit d'écocide</i> <i>PJL constitutionnel</i>	

# Titre I - Consommer



## ***La transition énergétique passe par une transformation de notre façon de consommer***

<i>Article 1<sup>er</sup></i>	Information du consommateur sur les caractéristiques environnementales des biens et services
<i>Article 2</i>	Éducation à l'environnement et au développement durable
<i>Article 3</i>	Élargissement des missions du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (collège/lycée)
<i>Article 4</i>	Interdiction de la publicité pour les énergies fossiles
<i>Article 5</i>	Code de bonne conduite publicitaire sous l'égide du Conseil supérieur de l'audiovisuel
<i>Articles 6 à 8</i>	Encadrement de la publicité « extérieure »
<i>Article 9</i>	Expérimentation de l'interdiction de distribuer des imprimés publicitaires non adressés
<i>Article 10</i>	Interdiction de la distribution d'échantillons sans consentement
<i>Article 11</i>	Surface de vente consacrée à la vente en vrac
<i>Article 12</i>	Système de consigne pour les emballages en verre à des fins de réemploi ou de réutilisation

# Titre II – Produire et Travailler



***Produire et Travailler mieux, de manière responsable en concevant des produits durables, réparables et en privilégiant une production locale et les circuits courts***

*Article 13*      Disponibilité des pièces détachées

*Article 14*      Articulation entre la stratégie nationale de recherche et la stratégie nationale bas carbone

*Article 15*      Prise en compte de considérations environnementales dans les marchés publics

*Articles 16 à 18*    Intégration de la transition écologique dans les attributions des CSE, CREFOP, OPCO

*Article 19*      Principes généraux en matière de protection et d'usage de l'eau

*Articles 20 à 21*    Encadrement des travaux miniers

*Article 22*      Déclinaison de la programmation pluriannuelle de l'énergie en objectifs régionaux

*Article 23*      Intégration des communautés d'énergies renouvelables dans le volet de la PPE

*Article 24*      Surface des bâtiments à usage commercial et végétalisation

# Titre III – Se déplacer



**Les transports représentent 31% des émissions nationales des gaz à effet de serre (16% voitures)**

Article 25	Objectif de ventes de voitures neuves faiblement émettrices
Article 26	Caractéristiques et déploiement des parkings-relais
Article 27	Caractéristiques des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m)
Article 28	Expérimentation de voies réservées sur le réseau routier national et départemental
Article 29	Tarifcation des transports collectifs par les autorités organisatrices de mobilités (AOM)
Article 30	Objectif de fiscalité sur le gazole routier utilisé pour le transport de marchandises
Article 31	Enseignement à l'écoconduite dans la formation des conducteurs de transport routier
Article 32	Institution de contributions assises sur les véhicules de transport routier de marchandises
Article 33	Informations sur les postes d'émissions de gaz à effet de serre liés aux chargeurs
Article 34	Inclusion d'habitants tirés au sort dans le comité des partenaires institué auprès des AOM
Article 35	Objectif en termes de prix carbone acquitté par le transport aérien
Articles 36 à 37	Interdiction de certains vols (2h30 de train) et de créations de certains aérodromes
Article 38	Compensation des émissions de gaz à effet de serre des vols intérieurs

# Titre IV – Se loger



## ***Le parc immobilier français émet 16% des gaz à effet de serre en France***

<i>Articles 39 à 40</i>	Performance énergétique des bâtiments (barème, DPE et audit énergétique)
<i>Articles 41 à 42</i>	Logements en location (interdiction d'augmentation des loyers et définition de la décence)
<i>Article 43</i>	Missions du service public de la performance énergétique de l'habitat
<i>Article 44</i>	Plan pluriannuel de travaux et fonds de travaux dans les copropriétés
<i>Article 45</i>	Généralisation de la référence à un niveau de performance énergétique
<i>Article 46</i>	Encadrement des délivrances de titres d'occupation du domaine public
<i>Articles 47 à 55</i>	Lutte contre l'artificialisation des sols en adaptant les règles d'urbanisme
<i>Article 56</i>	Stratégie nationale des aires protégées
<i>Article 57</i>	Droit de préemption du département dans les espaces naturels sensibles
<i>Article 58</i>	Habilitation à prendre par ordonnance des mesures pour adapter les territoires Ex : territoires littoraux exposés au recul du trait de côte - outils d'aménagement)

# Titre V – Se nourrir

---



## ***Soutenir une alimentation saine et durable peu émettrice de gaz à effet de serre pour tous***

<i>Article 59</i>	Choix d'un menu végétarien dans la restauration collective assurée par les collectivités
<i>Article 60</i>	Composition des repas servis par la restauration collective publique et privée
<i>Article 61</i>	Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat
<i>Article 62</i>	Objectif de réduction des émissions d'ammoniac et azotées
<i>Article 63</i>	Trajectoire de réduction des émissions azotées et d'ammoniac du secteur agricole
<i>Article 64</i>	Lutte contre la déforestation importée
<i>Article 65</i>	Futur plan stratégique national en déclinaison de la PAC
<i>Article 66</i>	Fonctionnement des labels du commerce équitable

# Titre VI – Renforcer la protection judiciaire

---



---

## ***La justice doit contribuer plus efficacement à la lutte contre le changement climatique***

<i>Article 67</i>	Renforcer les sanctions pénales contre la mise en danger de l'environnement
<i>Article 68</i>	Sanction des atteintes générales aux milieux physiques et délit d'écocide
<i>Article 69</i>	Sanction de restauration du milieu naturel en cas de délit de pollution



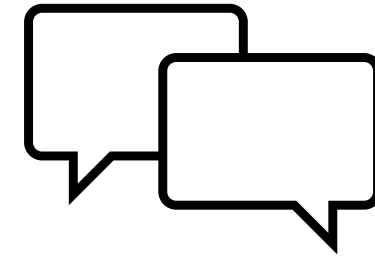
# Mes amendements

## ***Pour améliorer et préciser le texte, j'ai déposé une quinzaine d'amendements***

<i>Article 1<sup>er</sup></i>	Créer un indicateur global sur l'impact environnemental des produits et services
<i>Après art. 1<sup>er</sup></i>	Message de sensibilisation sur les impacts environnementaux de la consommation vidéo
<i>Après art. 3</i>	Sensibilisation au développement durable lors des formations professionnelles
<i>Article 11</i>	Prise en compte de la particularité viticole dans les mesures sur le vrac
<i>Article 12</i>	Etude sur le bénéfice de la consigne de verre dans le secteur viticole
<i>Avant art. 13</i>	Utilisation de l'indicateur climat pour avoir un consentement éclairé du consommateur
<i>Avant art. 13</i>	Inviter le Gouvernement à coordonner ses politiques environnementale et industrielle
<i>Article 18</i>	Mieux soutenir les innovations environnementales des TPE/PME par les OPCO
<i>Après art. 18</i>	Sensibiliser les salariés et les entreprises aux enjeux de la sobriété numérique
<i>Article 27</i>	Accélérer d'un an le calendrier des mesures de restriction de la circulation des véhicules
<i>Article 27</i>	Vignette-pass ponctuelle pour les véhicules polluants
<i>Article 27</i>	Mesures d'accompagnement pour les personnes vulnérables lors de la mise en place de ZFE
<i>Article 27</i>	Gratuité des transports publics dans les ZFE pour les -18 ans

# Echange autour du Projet de loi Climat et Résilience

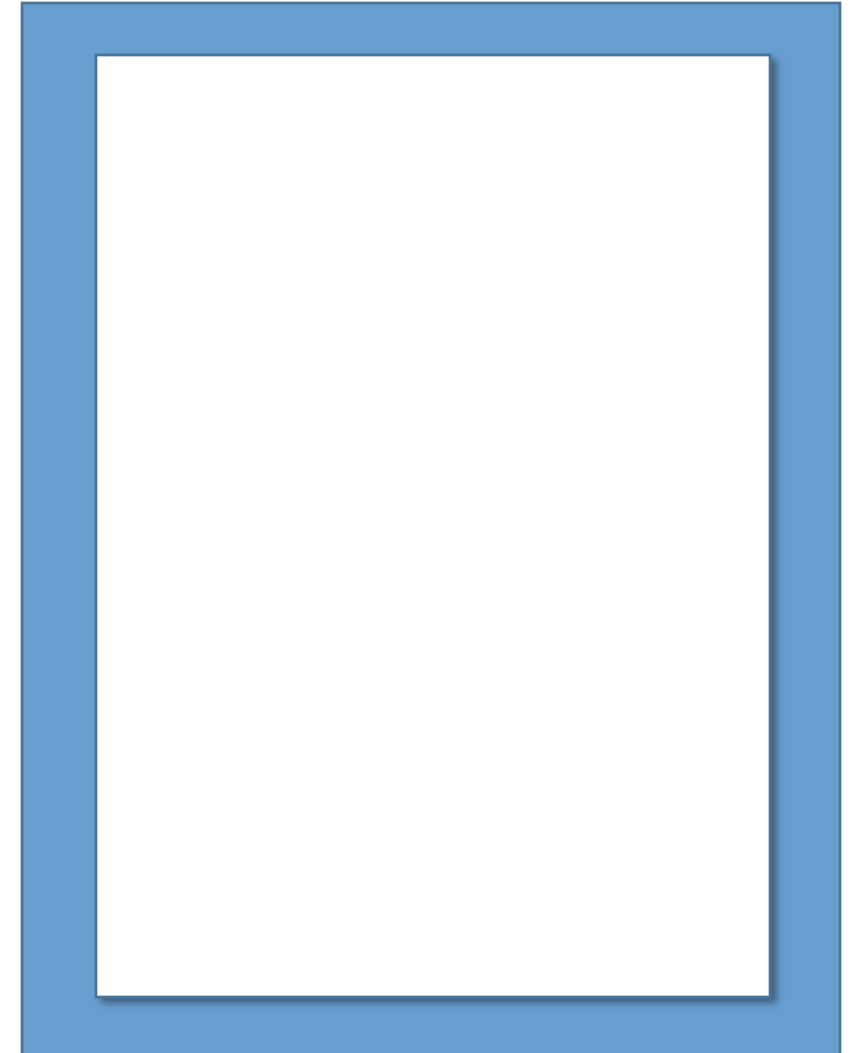
- **Se déplacer** : Accepter d'utiliser des véhicules à ses besoins et non ses envies
- **Therminologie "Résilience"** : pour prévenir le réchauffement climatique et adapter les territoires au défis écologiques
- **La réparabilité** pour promouvoir les emplois et diminuer notre impact écologique
- **Remettre au centre des discussions les besoins primaires de l'être humain** : respirer et se nourrir. Ne ne plus négliger le volet sanitaire
- Augmentation de la pollution urbaine depuis 50 ans
- Le ferroutage comme levier d'action et facteur d'emploi
- La France est-elle suffisamment solide pour s'imposer comme leader de la transition écologique (Concurrence internationale)? Comme se saisir pertinamment de la transition énergétique comme moteur de la croissance, d'emploi et de développement vertueux ?



# Echange autour de l'actualité

---

- **Parlement européen à Strasbourg**
- **Vignette PASS** : apporte une réponse intéressante pour les personnes en difficulté. Mettre en place un accompagnement adapté et pertinent
- **Déplacement urbain** : encourager le covoiturage
- **Isolation de bâtiments & rénovation** : l'investissement public ne doit pas profiter aux pays concurrents
- **Impact écologique des batteries** : quel produit pour remplacer le Nickel
- **Miser sur les innovations environnementales** (gestion du stockage de l'énergie)
- Reflexion autour du renforcement du contrôle sur les règles déjà en vigueur (couper son moteur)
- VRAC : quelle certitude pour l'origine des produits ?



***Merci pour votre  
participation !***

Samedi 13 Mars 2021

# Annexes

---

# **Les grandes thématiques traitées par la CCC**

---

- ***Consommer***
- ***Produire et travailler***
- ***Se loger***
- ***Se déplacer***
- ***Se nourrir***
- ***Renforcer la protection judiciaire de l'environnement***

# Notre action depuis 2017

Nous engageons la sortie des énergies fossiles et allons vers la neutralité carbone

- ✓ Nous avons inscrit dans la loi **l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050**
- ✓ La **fermeture des 4 dernières centrales à charbon** est prévue d'ici 2022
- ✓ En 2040, **l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures** sera interdite
- ✓ Objectif de **fin de vente des véhicules thermiques** d'ici 2040
- ✓ Nous avons inscrit des objectifs de **réduction de la consommation d'énergie finale pour les bâtiments** : 40% en 2030, 50% en 2040 et 60% en 2050 (cf. Loi ELAN - 2018)

✦ **Loi hydrocarbures (2017)**  
**Loi énergie-climat (2019)**

✦ **Loi Egalim (2018)**

✦ **Loi d'orientation des mobilités (2019)**

✦ **Loi anti-gaspillage (2020)**

# Notre action depuis 2017

## Nous agissons pour une agriculture durable

- ✓ Objectif : **15% de surface agricole en bio** d'ici à 2022 (aujourd'hui : 7,5%)
- ✓ Objectif : **50% de produits bio** ou de qualité dans la **restauration collective** d'ici à 2022
- ✓ La **construction du prix pour les agriculteurs est inversée**, pour prendre en compte les coûts de production
- ✓ Réduction de l'utilisation de **produits phytopharmaceutiques** : interdiction des remises, rabais et ristournes, séparation de la vente et du conseil



✦ **Loi hydrocarbures (2017)**  
**Loi énergie-climat (2019)**

✦ **Loi Egalim (2018)**

✦ **Loi d'orientation des mobilités (2019)**

✦ **Loi anti-gaspillage (2020)**



# Notre action depuis 2017

## Nous accompagnons les Français dans la transition vers un modèle plus sobre en carbone

- ✓ Soutien au **développement du covoiturage et l'utilisation du vélo**, avec la loi mobilités
  - Le forfait « mobilités durables » allant jusqu'à 400€ par an pour les salariés pour les déplacements domicile-travail à vélo ou en covoiturage
- ✓ Les **aides pour l'acquisition d'un véhicule propre ont été renforcées** :
  - Bonus d'achat, prime à la conversion, etc.
  - Pour répondre à la crise, elles ont été augmentées : bonus écologique porté à 7 000€ pour l'achat d'un véhicule électrique par un particulier
- ✓ Le **crédit d'impôt pour la transition écologique (CITE)** a été transformé en une « **Prime Rénov** » pour financer les travaux de rénovation énergétique

✦ **Loi hydrocarbures (2017)**  
**Loi énergie-climat (2019)**

✦ **Loi Egalim (2018)**

✦ **Loi d'orientation des mobilités (2019)**

✦ **Loi anti-gaspillage (2020)**

# Notre action depuis 2017

## Nous changeons de façon de produire et consommer



- ✓ La **destruction des invendus** non-alimentaires (textiles, produits d'hygiène, etc.) est **interdite** en 2022, ils devront être recyclés ou donnés
- ✓ Le **principe pollueur-payeur** est étendu à de nouvelles filières, par exemple, l'industrie du tabac
- ✓ Un **indice de durabilité** est créé, obligatoire dès 2021, pour réduire la production de déchets et allonger la durée de vie des produits
- ✓ L'interdiction des **plastiques à usage unique** en France d'ici 2040
- ✓ Le tri est facilité grâce au **logo Triman**, sur les emballages

✦ **Loi hydrocarbures (2017)**  
**Loi énergie-climat (2019)**

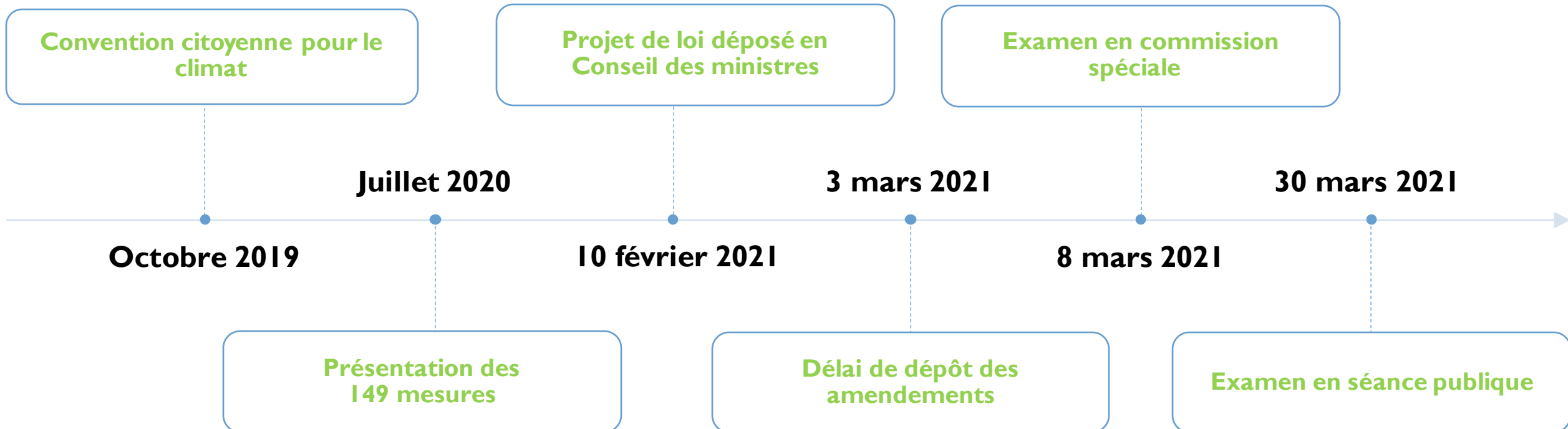
✦ **Loi Egalim (2018)**

✦ **Loi d'orientation des mobilités (2019)**

✦ **Loi anti-gaspillage (2020)**

# Présentation du Projet de loi Climat et Résilience

## Le calendrier du projet de loi



# La Convention Citoyenne pour le Climat

**Près de 25 propositions ont déjà trouvé une réponse dans le plan France Relance, exemples :**

CI.2	Rendre obligatoire l'affichage des émissions de GES (commerces, publicités, etc.)
C3.3	Favoriser le développement des emballages biosourcés compostables
C3.4	Remplacer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par des modalités plus justes
PT 1.2	Faire respecter la loi sur l'interdiction de l'obsolescence programmée
PT 1.4	Rendre obligatoire le recyclage plastique, supprimer tous les plastiques à usage unique dès 2023
PT 3.3	Mettre en place les modalités de financement de la transformation des entreprises
SDA1.1	Inciter à utiliser des moyens de transports doux : améliorer le forfait mobilités durables
SDA2.3	Augmenter les montants du fonds vélo de 50 à 200 millions d'euros par an pour les pistes cyclables
SDA2.3	Généraliser les aménagements de voies réservées aux véhicules partagés
SDA4.1	Réduire la TVA sur les billets de train de 10 % à 5,5
SD CI.1	Augmenter le bonus pour les véhicules peu polluants, afin d'aider davantage les ménages
SL 1.4	Système progressif d'aides à la rénovation, avec prêts et subventions pour les plus démunis

# La Convention Citoyenne pour le Climat

## *Une dizaine de proposition relève du niveau réglementaire, exemples :*

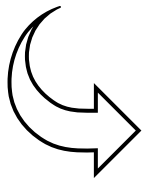
PT 3.1	Réglementer l'utilisation de l'épargne gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)
PT 4.1	Accompagner les salariés et les entreprises dans la transition
PT 6.3	Conditionner les aides publiques à l'évolution positive du bilan gaz à effet de serre
SD D1.4	Favoriser des nouvelles modalités d'organisation du travail
SL 1.2	Obliger le changement de chaudières au fioul et à charbon d'ici 2030 (bâtiments neufs et rénovés)
SL 2.3	Inciter à limiter le recours au chauffage et à la climatisation
SL 3.6	Faciliter les réquisitions de logements et bureaux vacants
SN 1.1.3	Créer un « observatoire de la restauration collective »
SN 1.1.8	Étendre la liste des produits éligibles aux 50% définis par la loi aux agriculteurs en transition
SN 3.1.2	Poursuivre les efforts de limitation de la pêche dans les zones et pour les stocks fragiles,
SN 3.1.5	Modernisation de la flotte de bateaux vers des systèmes de propulsion vert
SN 6.1.5	Mettre en place de chèques alimentaires pour les plus démunis

# La Convention Citoyenne pour le Climat



**16 propositions nécessitent une action au niveau international ou de l'Union européenne, exemples :**

PT 9.1	Ajustement carbone aux frontières de l'UE et prise en compte des enjeux de redistribution
SD B2.1	Interdire l'usage des moteurs polluants lors des arrêts dans les ports
SD B2.3	Agir sur la réglementation internationale pour limiter les émissions des GES des navires
SD C1.3	Interdire dès 2025 la commercialisation de véhicules neufs très émetteurs
SD E5	Promouvoir l'idée d'une écocontribution européenne
SN 2.3.1	Relever les niveaux d'exigence des conditions de verdissement de la Politique agricole commune
SN 2.3.2	Transformer l'attribution des aides à l'hectare vers des aides à l'actif agricole
SN 3.1.1	Améliorer la connaissance des stocks de poissons pour mieux définir les quotas/éliminer surpêche
SN 6.1.2	Interdire importation des produits qui sont composés d'auxiliaires technologiques proscrits par UE



La **Présidence française de l'Union européenne en 2022** permettra à la France de renforcer sa diplomatie environnementale et d'agir en lien avec ces propositions.